



Conseil de sécurité

Débat public sur

Femmes, Paix et Sécurité Women, Peace, and Security

New York, le 13 octobre 2015

Déclaration du Secrétaire d'Etat Yves Rossier

Monsieur le Président,

Je tiens à vous remercier d'avoir organisé cet important débat, et je voudrais remercier également le Secrétaire général de son exposé et les représentantes de la société civile pour leurs interventions. La Suisse salue l'adoption de la résolution 2242, qu'elle a coparrainé.

Quinze ans après l'adoption de la résolution 1325, la Suisse demeure fermement déterminée à promouvoir les objectifs fixés par ce texte. C'est pourquoi j'ai le plaisir de vous annoncer qu'elle a pris les engagements suivants:

1. Le mois dernier, le gouvernement suisse a décidé de soutenir ONU-Femmes à hauteur d'environ 50 millions de dollars pendant les trois prochaines années (2015-2017). Malgré un contexte de forte restriction budgétaire, le gouvernement a ainsi augmenté de 25 % sa contribution, une progression qui souligne l'importance que la Suisse attache à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles.
2. Une participation substantielle des femmes augmente la qualité et la durabilité des accords de paix. Que ce soit directement depuis la table des négociations ou par d'autres canaux: les femmes amènent de nouvelles propositions pour les processus de paix, essentiels pour une paix durable. Nous devons en faire une priorité, notre bilan sur ce point n'étant pas satisfaisant. A cet égard, la Suisse soutient des réseaux de femmes et leur implication dans les processus de paix, à tous les niveaux, dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi qu'au Myanmar, et nous allons poursuivre ce soutien.
3. La Suisse consacre actuellement une quinzaine de millions de dollars par an à des programmes de lutte contre différentes formes de violences sexuelles et liées au genre. La plupart de ces programmes sont mis en œuvre dans des situations d'urgence et dans des contextes post-conflits et de transformation des conflits, notamment en RDC, en Afghanistan, en Syrie et au Liban, au Népal, au Tadjikistan, dans les Balkans occidentaux et en Bolivie.

Pour la Suisse, la lutte contre les violences sexuelles et toutes autres formes de violences liées au genre restera une priorité de sa politique étrangère ces prochaines années. Nous poursuivrons et renforcerons notre engagement au travers de notre action humanitaire et de développement et par l'intermédiaire de nos programmes de promotion de la paix et de traitement du passé. Ainsi, nous soutenons notamment l'initiative Justice Rapid Response, qui a son siège à Genève. Cette initiative d'ONU-Femmes doit permettre de mener des enquêtes rapides et approfondies sur les accusations de violences sexuelles ou liées au genre.

4. Il est en outre urgent que nous agissions pour prévenir et punir l'exploitation et les abus sexuels commis par du personnel de l'ONU participant à des opérations de maintien de la paix. La Suisse partage l'indignation du Secrétaire général de l'ONU devant de tels crimes. Nous appelons à une politique de tolérance zéro et saluons les mesures annoncées par le Secrétaire général.

5. Le Conseil de sécurité de l'ONU a reconnu à diverses reprises la nécessité de renforcer l'autonomisation des femmes, qui constitue un facteur susceptible d'atténuer la montée de l'extrémisme violent. La Suisse a été un ardent défenseur du Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF), le premier effort mondial pour soutenir les initiatives locales visant à améliorer la résilience face aux extrémismes violents. L'autonomisation des femmes sera l'une des principales questions traitées par le GCERF. La Suisse soutiendra le GCERF à hauteur de plus de quatre millions de dollars ces quatre prochaines années.

Par ailleurs, nous saluons l'inclusion des priorités relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité dans le plan d'action de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent, qui devrait être présenté début 2016 et dont nous soutiendrons la mise en œuvre.

Monsieur le Président,

Ces quinze dernières années, nous avons bien progressé dans la mise en place d'un cadre normatif concernant l'agenda « femmes, paix et sécurité ». Maintenant nous devons veiller à disposer d'un mécanisme efficace de surveillance et de responsabilisation.

La Suisse va soutenir le renforcement du rôle des mécanismes en matière de Droits humains, en particulier les organes de traité, afin d'améliorer la responsabilisation dans la mise en œuvre des obligations liées à l'agenda « femmes, paix et sécurité ». Dans cette perspective, nous considérons, du fait de sa valeur ajoutée, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes comme un outil approprié.

Maintenant que nous avons le cadre et tous les instruments nécessaires, nous devons conjuguer nos forces pour les réunir et les utiliser de manière à changer les choses sur le terrain.

Je vous remercie.

Mr. President,

I would like to thank you for organizing this important debate, and also to thank the Secretary-General for his briefing and the representatives of civil society for their statements. Switzerland welcomes the adoption of resolution 2242, which we co-sponsored.

After 15 years, Switzerland remains strongly committed to advancing the objectives of Resolution 1325. For this reason, I am happy to announce the following engagements:

1. Last month, the Swiss government decided to support UN-Women with approximately 50 million dollars for the next three years (2015-2017). Despite a tight current budgetary situation, this represents a 25 % increase and underlines the importance Switzerland attaches to gender equality and the empowerment of women and girls.

2. Substantive participation by women increases the quality and sustainability of peace agreements. Whether it is through a seat at the negotiating table or through other channels: Women proposals bring new issues to the peace processes that are essential for lasting peace. Women's participation must be our priority, as our track record is not good enough. Switzerland has been supporting women networks at all levels in the region of the Middle East, in North Africa and Myanmar and we shall continue with this support.

3. Switzerland currently spends approximately 15 million dollars a year on programs addressing different forms of sexual and gender-based violence. The majority of these programs are implemented in emergency, post-conflict and transformation contexts such as the DRC, Afghanistan, Syria and Lebanon, Nepal, Tajikistan, the Western Balkans and Bolivia.

For Switzerland, the fight against sexual and all other forms of gender-based violence will remain a foreign policy priority for the coming years. We will continue and increase our engagement through our humanitarian and development action as well as our peace promotion and dealing with the past programs. Among others, we support UN Women's Justice Rapid Response roster, based in Geneva, in order to conduct quick and thorough investigations on accusations of sexual and gender-based violence.

4. Our urgent action is further required to prevent and punish sexual abuse and exploitation by UN personnel serving in peace operations. Switzerland shares the UN Secretary-General's outrage at such crimes. We call for zero tolerance and welcome the measures announced by the Secretary-General.

5. The UN Security Council has recognized several times the need to empower women as a mitigating factor to the spread of violent extremism. Switzerland has been a strong supporter of the Global Community Engagement and Resilience Fund (GCERF), the first global effort to support local initiatives aimed at strengthening resilience against violent extremist agendas. Empowering women will be among the major issues to be addressed by the GCERF. Switzerland shall support the GCERF with around four million dollars for the next four years.

Moreover, we welcome the inclusion of the women, peace, and security agenda in the UN Plan of Action on the Prevention of Violent Extremism due to be presented at the beginning of 2016 and we will support its implementation.

Mr. President,

We have made very good progress on establishing a normative framework for Women Peace and Security over the last 15 years. Now we need to ensure we have a strong monitoring and accountability mechanism.

Switzerland will be supportive in strengthening the role of human rights mechanisms, in particular treaty bodies, for more accountability in the implementation of obligations relating to the WPS agenda. In this regard, we see the added value of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women as the right avenue to do so.

We have all relevant instruments and framework – now we have to join forces to bring them together and use them to make a difference on the ground.

Thank you.